TANDEM

BULLETIN TRIMESTRIEL D'INFORMATION DU PNUD BENIN
N°21 - [Juillet - Septembre 2013]

PNUD
Au service des peuples et des nations

- Songhaï Zonmon: un centre d'incubation pour les jeunes entrepreneurs agricoles - P 2
- Le Women Business Promotion Center au service des femmes entrepreneurs - P 8
- Initiative 1000 jours pour la réalisation des OMD au Bénin - P 11

Songhaï Zonmon : un centre d'incubation pour les jeunes entrepreneurs agricoles

Le Centre National Songhaï de Zonmon, situé dans la commune de Zagnanado, constitue le 2ème centre mis en place dans le cadre du Projet de Promotion de l'Entrepreneuriat Agricole (PPEA) pour l'incubation des jeunes entrepreneurs agricoles. Le 11 septembre 2013, il a officiellement été mis en exploitation par le Chef de l'Etat, Dr Boni Yayi et le Représentant Résident du PNUD, Madame Nardos Bekele-Thomas.

D'une superficie de 95 ha, le Centre National Songhaï de Zonmon offre des filières déjà opérationnelles comme la pisciculture, l'élevage des porcs, des poulets de chairs, la production maraîchère et rizicole. A ce jour, le coût estimatif des réalisations sur ce site est évalué à environ un milliard de FCFA.
Depuis mars 2013, soixante cinq (65) jeune, pris en charge par le PPEA y sont installés et une cinquantaine de femmes, membres de groupements féminins y reçoivent une formation en maraîchage biologique en plus d' équipements et matériels agricoles.

Avec ses 50 000 habitants, la commune de Zagnanado regorge d'énormes potentialités pour son développement économique : plus de 15000 hectares de terres non exploitées, un sol et un climat favorables à l'agriculture. Toutefois, les conditions de vie difficiles obligent les jeunes à l'exode rural. Par ailleurs, l'insuffisance d'infrastructures, comme les pistes de déserte rurales, rend difficile l'écoulement des produits agricoles.

« Le projet de promotion de l'entrepreneuriat agricole est une réponse à la trilogie : croissance économique rurale, entrepreneuriat agricole et emploi des jeunes », a fait remarquer Nardos Bekele-Thomas.

La signature de la convention de financement d'un montant de 23 milliards de FCFA pour la mise en œuvre du PPEA entre le Gouvernement du Bénin et le PNUD a eu lieu en novembre 2011 au Palais de la Présidence à Cotonou.

Ce projet vise le renforcement des capacités des jeunes entrepreneurs agricoles dans des domaines en adéquation avec les potentialités agro écologiques de leurs localités (agriculture, élevage, transformation agroalimentaire, mécanisation, énergie renouvelable, gestion des ressources naturelles, etc.) et ; la promotion d'un aménagement socioéconomique des zones d'implantation à travers la mise en place d'infrastructures adéquates.

Au total, 9 centres sont prévus dans le cadre du PPEA et dans les prochains mois, les centres de Daringa dans la commune de Djougou et de Kandi seront lancés. Le projet a déjà formé 200 jeunes gestionnaires de ferme sur les 2000 prévus à terme.

LE CENTRE SONGHAI DE ZONMON EN QUELQUES CHIFFRES

PRODUCTION / INSTALLATION

Les spéculations agricoles disponibles sur le site de Zonmon sont :

PRODUCTION VEGETALE

• Aménagement de 35 ha pour la culture du riz pour la 2ème campagne. Actuellement, repiquage de 10 ha de riz • Construction de 3 mini châteaux d'eau pour l'irrigation des champs.
• Mise en place de 4 motopompes pour les bassins d'arrosage.

Maraîchage : 3 ha prévus et 1,5 ha aménagé avec production de maïs sucré, oignon, tomate, piment, concombre, etc.

Riziculture : 12 ha aménagés sur les 95 ha de bas-fond disponibles. Au cours de la 1ère campagne rizicole, 10 ha de riz ont été produits par les jeunes gestionnaires de ferme installés sur le site.

PRODUCTION ANIMALE

Elevage de poules pondeuses : 2000 poussins pontes au démarrage.

Elevage de porc : 100 porcelets en engraissement.

Elevage de poulets de chair: la capacité prévisionnelle est de 12 pilotis pour 350 poulets par pilotis et 2 poussinières pour une capacité de 5000 poussins chacune. Actuellement, 1000 coquelets et 1000 poulets de chair sont en croissance. Une partie sera concédée à 15 gestionnaires de ferme suivant leur plan d'installation.

Pisciculture : 18 bassins d'une capacité de 200 poissons par bassin et deux (2) grandes retenues d'eau (100 m x 40 m) pour l'aquaculture de 40 000 tilapias.Actuellement, 21 000 alevins de poissons clarias et 8000 tilapias y sont élevés.

Le volontariat: une opportunité d'expérience professionnelle pour les jeunes diplômés

Michael Dossou-Yovo est un jeune béninois sorti de l'Université avec un Master en Transport et Logistique. Comme tout jeune diplômé, il aspire à un emploi décent pour se libérer de la charge des parents. Après plusieurs recherches d'emploi infructueuses, il décida de faire des stages, le temps de se donner une petite expérience de travail bénévole. Il vient de boucler trois mois en tant que Volontaire des Nations Unies et partage avec nous cette expérience.

Michael Dossou-Yovo, Volontaire des Nations Unies

Ils sont chaque année des milliers de jeunes gens et jeunes filles à être déversés sur le marché de l'emploi, mais très peu d'opportunités s'offrent à eux. Mickael Dossou-Yovo, a décidé de s'engager dans le volontariat, qu'il trouve très bénéfique en termes de développement personnel.

« J'ai été recruté comme Volontaire national affecté au Ministère de la Réforme Administrative et Institutionnelle (MRAI) dans le cadre de l'opération « Zéro dossier en instance dans les tiroirs », organisé de mai à juin 2013. J'ai le sentiment aujourd'hui d'avoir contribué d'une façon assez modeste à un éveil des consciences de certains fonctionnaires par rapport à leur vocation », confie t-il.

Comme Mickael, ils étaient une douzaine de jeunes à être recrutés pour appuyer le MRAI. Mickael a servi en tant qu'Animateur de centre d'écoute, où les plaintes des usagers/clients de l'administration publique sont déposées.

«Sous la supervision de mon chef d'équipe, je faisais le suivi du déroulement des activités auprès de trois Ministères : celui de la Santé, de la Fonction Publique et du Travail ainsi que celui des Ttravaux Publics. Je transmettais les doléances des usagers à ces trois ministères et faisais le point hebdomadaire desdites plaintes. J'ai pu observer un certain soulagement apporté aux usagers et cela me réconforte d'avoir été utile à mon pays.»

Pour Mickael, s'engager dans le volontariat est très enrichissant. « J'ai découvert le volontariat lors de mon récent stage professionnel à l'Unité Logistique du PNUD Bénin. J'ai eu l'occasion de participer à l'organisation de la Journée Internationale des Volontaires, édition 2012. Cela m'a séduit et suscité mon désir de devenir un jour Volontaire des Nations Unies (VNU) », explique t-il.

Le volontariat est considéré aujourd'hui comme une expérience professionnelle à part entière. Il permet aux jeunes de développer leurs potentialités et d'acquérir une expérience pratique, ,nécessaire pour leur insertion professionnelle. « J'encourage tous les jeunes, à saisir cette inestimable opportunité de développement individuel et communautaire», se prononce Mohamed Lamine Haïdara, Chargé de Programme VNU au Bénin.

LE PROGRAMME VNU EN QUELQUES CHIFFRES

De 1982 à ce jour, environ 350 Volontaires des Nations Unies (VNU) dont 167 VNU internationaux et 183 VNU nationaux ont servi au Bénin.

En 2013, 35 VNU sont en poste au Bénin, 31 VNU nationaux et 4 internationaux.

Les VNU en poste au Bénin interviennent dans les domaines de la gouvernance, de la coordination de l'aide au développement, de l'environnement, de la lutte contre la pauvreté, de l'emploi des jeunes et des femmes et de la santé.

Firmin, un entrepreneur agricole de type nouveau

Firmin Tchoromi dans champ de piment

Firmin Tchoromi, 27 ans, ce fils d'agriculteur rêvait de devenir un gestionnaire comptable après ses études de sciences économiques. Mais au fil du temps, il a été vite gagné par la passion de l'agriculture. Il bénéficie de la formation en entrepreneuriat agricole dans le cadre du Projet de Promotion de l'Entrepreneuriat Agricole et devient un gestionnaire de ferme.

«La différence entre mon père un agriculteur traditionnel et moi, c'est qu'il ne sait pas faire de planification, il ne maîtrise ni ses dépenses ni ses recettes dans sa pratique de l'agriculture», raconte Firmin.

Après l'obtention de son baccalauréat de Gestion en 2009, Firmin s'est inscrit à la Faculté de Sciences Economiques et de Gestion de l'Université d'Abomey Calavi au Bénin. En 2011, il reçoit la visite d'un ami qui l'informe que le Centre Songhaï recherche des gestionnaires de ferme.

« Je pensais que le centre cherchait des gestionnaires comptables. J'ai déposé mon dossier à la préfecture de Natitingou. Après l'entretien, j'ai été retenu pour suivre une formation en agriculture durable de 6 mois à Porto-Novo pour devenir gestionnaire de ferme.»

Firmin a été envoyé au Centre National Songhaï de Zonmon, à Zagnanado pour son incubation, après 6 mois de formation en production végétale, production animale, commercialisation,

Le Centre de Zonmon accueille de jeunes gestionnaires de ferme formés dans le cadre du Projet de Promotion de l'Entrepreneuriat Agricole. Ce projet est appuyé par le Gouvernement du Bénin, le Centre Régional Songhaï et le PNUD.

Le Centre de Zonmon est d'une superficie de 95 ha dont 88 ha de bas-fond réservés essentiellement à la production de riz et 7 ha pour les infrastructures d'accueil, de production animale et de maraîchage.

Au cours de la campagne rizicole, les 64 jeunes gestionnaires de ferme ont produit 10 ha de riz. Ils ont pratiqué les techniques agricoles apprises par groupe de 6 à 7 sur une parcelle d'un ha.

« Le Projet nous donne une allocation de subsistance de 60.000 Fcfa, une aide de main d'œuvre pour le désherbage et des semences à rembourser en espèces après récolte et vente de nos produits. »

Après 6 mois sur le site de Zonmon, chaque jeune devrait pouvoir se prendre en charge. Ce ne fut pas le cas, car ils ont été confrontés aux difficultés d'installation surtout l'enclavement de la zone. Le Centre étant à ses débuts, les infrastructures de production sont en train d'être mise en place de manière progressive. Etant pionnier du centre, ces jeunes ont dû labourer avec des houes, faire face à la maîtrise de l'eau. En l'absence d'un forage et d'un système d'irrigation, ils utilisaient l'eau d'une rigole qui traverse le site, mais qui n'est pas disponible de façon permanente. « La terre et l'eau sont deux éléments indispensables pour l'agriculture ».

Firmin a profité de son incubation à Zonmon pour rédiger son projet d'installation de ferme à Danigri. Le coût du projet est estimé à 3 millions de Fcfa dont une partie servira à l'aménagement du site, la construction d'un bâtiment pour le stockage du matériel agricole et le stockage de ses récoltes.

« Mon projet porte sur la production de riz et l'élevage de poules pondeuses. Je suis confiant de gagner par mois un bénéfice de 300.000 Fcfa, si j'arrivais à réunir toutes les conditions pour la mise en œuvre de mon projet». Firmin compte exploiter 2 ha la première année. Il a choisi ces deux spéculations compte tenu des opportunités d'écoulement de ses produits.

Le PPEA en collaboration avec le projet d'appui au Business Promotion Center les appuie pour la recherche de financement.

Si l'agriculture constitue sa principale source de revenus, Firmin envisage toutefois de continuer ses études pour décrocher un diplôme de Master.

De l'eau potable à Kanderou

Il y a quelques semaines encore à Kandérou, l'un des villages les plus pauvres du Bénin, les populations allaient chercher de l'eau dans un marigot situé à 06 km du village. Aujourd'hui, les 3000 habitants de Kandérou disposent de l'eau potable avec la construction de quatre (04) forages équipés de pompes à motricité humaine, grâce à un projet conjoint du Gouvernement du Bénin, du Japon et du PNUD. Le rapprochement de l'eau potable des concessions des populations réduit désormais la pénibilité du travail des femmes et des jeunes filles ainsi que les maladies hydriques.

Dans le domaine de l'approvisionnement et de l'accès équitable à l'eau potable des populations, le Projet Villages du Millénaire (PVM), a adopté une stratégie visant le rapprochement de l'eau potable des concessions, réduisant ainsi les maladies d'origine hydrique et le temps de travail des femmes et des filles.

Voici le témoignage d'une femme dans le hameau de Wobiga à Kandérou.

« *Avant l'arrivée du PVM, l'eau potable manquait dans notre village, les habitants de Wogobiga passaient parfois cinq jours sans se laver. Il n'y avait pas d'eau potable à boire. Il était aussi difficile de trouver de l'eau pour faire la cuisine et nos enfants tombaient souvent malades. Les femmes parcouraient de grandes distances par jour à la recherche de l'eau. Nous nous rendions à Sempéto, un village voisin situé à 6 km de notre village. Nous nous rendions également à Bambaga et à Sissou, des villages éloignés d'ici, accompagnées de nos filles, nos coépouses à la recherche de l'eau. La corvée d'eau nécessitait plusieurs aller-retour par jour. On avait très peu de temps pour mener d'autres activités. Nos filles ne pouvaient pas se rendre à l'école, parce qu'elles devaient nous accompagner au marigot. L'eau puisée est transportée sur la tête dans des bassines recouvertes de feuillages pour ne pas perdre la moindre goutte d'eau.*

Aujourd'hui, grâce au PVM, nous avons de l'eau potable dans le village. Le village a bénéficié de deux forages équipés de pompes à motricité humaine. L'un est situé à 25 m de ma case et l'autre dans la cours de l'école à 200 m de notre concession.

La population de Wogobiga est soulagée. Nos besoins seraient totalement satisfaits, si on pouvait encore bénéficier de trois autres forages à cause de l'afflux des femmes des villages voisins. Désormais, les femmes ont le plaisir de recevoir des visiteurs, de servir à manger à leurs maris et de bien passer la nuit (rires). Depuis que la disponibilité et la proximité de l'eau potable sont devenues une réalité dans notre village, les filles vont à l'école, je m'occupe de mon jardin potager, de mon petit élevage. C'est un grand soulagement pour notre village et notre population, nous remercions Dieu. »

Formation des pépiniéristes pour la production des espèces végétales

Le Projet d'Intégration des Forêts Sacrées dans les Aires Protégées du Bénin a formé du 16 au 18 juin 2013 à Covè une quinzaine de pépiniéristes sur les techniques de sélection des semenciers, de traitement de semences, de semis et de conduite de la production du plant en pépinière, ainsi que sur la qualité des intrants de production de plants (terreau, sachet et semence).

Au total, 90 000 plants de 12 espèces locales ont été produits pour enrichir et délimiter les forêts sacrées et les jardins de plantes médicinales protégés dans le cadre du Projet d'Intégration des Forêts Sacrées dans le système des Aires Protégées du Bénin (PIFSAP). Ce projet est appuyé par le Gouvernement béninois, le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

A travers tout le pays et à proximité de certaines villes et villages, on retrouve des étendues éparses de forêts et de bosquets d'une grande importance religieuse, ethnobotanique et de conservation connus sous le nom de "forêts sacrées". Avec la pression démographique croissante, la majorité de ces forêts sacrées sont en train de disparaître, tandis que d'autres servent pour les pratiques religieuses (le vodoun) et pour les besoins de la médecine traditionnelle largement pratiquée au Bénin. ; ce qui met en péril la survie de l'ensemble de la diversité biologique.

Le Gouvernement du Bénin, à travers la Direction Générale des Forêts et des Ressources Naturelles, s'est lancé dans une stratégie globale de conservation des forêts communautaires pour élargir les aires protégées en raison de la biodiversité qu'offrent ces forêts et de leur importance ethnoculturelle et religieuse.

Ensachage de boutures de plants

C'est pourquoi, le Projet d'Intégration des Forêts Sacrées dans le système des Aires Protégées du Bénin (PIFSAP), s'est donné pour objectif de promouvoir les essences autochtones rares ou menacées de disparition, en formant les pépiniéristes des communes de Adjarra, Avrankou, Adjohoun, Zangnanado, Covè, Athiémé, Aplahoué, Bantè, Bassila, Glazoué, Parakou, Djougou, Ouèssè et Kérou sur les techniques et normes de production en pépinière de ces essences.

Les quatorze (14) pépiniéristes formés constituent des compétences locales développées en la matière qui, non seulement valoriseront cette formation, mais la dupliqueront tout en contribuant à la production de Kit par le Centre de Recherches Forestières (CERF), qui servira de support de vulgarisation.

Le Women Business Promotion Center au service des femmes entrepreneures

Inauguré il y a un an par Helen Clark, Administrateur du PNUD, le Centre Féminin d'Affaires, en anglais Women Business Promotion Center (WBPC), a renforcé les capacités de près d'un millier de femmes et de jeunes entrepreneurs.

Les manifestations commémoratives de la première année de mise en service de Women Business Promotion Center (WBPC) ont été présidées le 9 septembre 2013 par Madame Françoise Assogba, Ministre en charge de la Microfinance, de l'Emploi des Jeunes et des Femmes.

A cette occasion, quelques récipiendaires sur les 215 femmes ayant suivi des modules de formation en anglais, en création d'entreprise, en informatique et en formation entrepreneuriale ont reçu leurs parchemins.

Madame Moubaraka Adjao Akinocho, Présidente de la Fédération des Femmes d'Affaires, a présenté les résultats obtenus par le centre pour l'année écoulée. Il ressort que des centaines de femmes entrepreneures ont bénéficié de formations diverses (gestion d'entreprise, informatique, anglais), d'autres ont bénéficié des prestations de services du centre notamment l'élaboration de plan d'affaires, des, conseils et des orientations.

Le WBPC a pour vocation d'aider les femmes entrepreneures à mieux faire face aux obstacles majeurs, auxquels elles font face dans leurs démarches de création ou de gestion d'entreprise. Ces obstacles, comme l'a souligné M. Gilbert Poumangué, Représentant Résident Adjoint du PNUD, sont : le manque d'accès au financement, la gestion financière, l'isolement lié au nombre réduit de réseaux d'entraide et des difficultés à s'intégrer à ceux existants et , la difficulté à concilier travail et vie de famille. « Ce centre représente l'un des moyens les plus efficaces pour faire contribuer les femmes et les hommes à la création de richesses et d'emplois durables dont nous avons besoin », se réjouit-il. Il a enfin suggéré la publication et la diffusion d'études, de rapports et d'analyses , afin d'informer et de sensibiliser sur les diverses situations vécues par les femmes entrepreneures.

Selon une étude réalisée en 2011 par le Ministère en charge de l'emploi des jeunes et des femmes, la majorité des femmes s'auto emploient dans le secteur informel et principalement dans le commerce, a indiqué la Ministre Françoise Assogba. Elle a exprimé la gratitude du Gouvernement au PNUD, pour l'initiative de mise en place de Business Promotion Center dans plusieurs localités du Bénin, dans le souci de trouver des solutions à l'emploi des jeunes et des femmes.

Inauguration du Business Promotion Center de Porto-Novo

Dans la recherche d'approche plus pertinente à la problématique de l'emploi, le Gouvernement a initié la mise en place, dans plusieurs villes du Bénin, de centres d'affaires, dénommés « Business Promotion Center ». Le Business promotion center (BPC) de Porto-Novo a été inauguré le 11 septembre 2013 par le Chef de l'Etat et le Représentant Résident du PNUD.

Fruit de la coopération entre le Programme de Nations unies pour le développement (PNUD), l'Etat béninois et la mairie de Porto-Novo, ce centre de ressources techniques est destiné à la promotion de l'entreprenariat des jeunes dans les départements de l'Ouémé-Plateau. Il a pour vocation d'appuyer les jeunes et les femmes dans la création, l'accès au financement et l'efficacité de la gestion de leurs entreprises.

Selon le maire de la ville de Porto-Novo, Moukaram Océni, ce centre vient à point nommé pour mettre fin au souci de la municipalité en ce qui concerne l'exode massif des populations de Porto-Novo vers Cotonou.

Pour l'année 2011, l'accès des jeunes à l'emploi et le taux global de sous-emploi de chômage des jeunes sont respectivement de 50% et de 2,6% au Bénin, a relevé Madame Françoise Assogba, Ministre en charge de la Microfinance, de l'Emploi des Jeunes et des Femmes. Il importe de changer de stratégie dans la lutte contre le chômage des jeunes et désormais adopter une approche innovatrice qui inclut la participation active des communes et qui tienne compte des potentialités de chaque région du Benin, a-t-elle poursuivi.

« Je me réjouis que le Gouvernement ait retenu la généralisation des Business Promotion Centers au titre des mesures de promotion de l'emploi des jeunes et des femmes», a affirmé Madame Nardos Bekele-Thomas. Avec un financement modeste, on peut démarrer une affaire, a-t-elle poursuivi.

Le Chef de l'Etat, le Docteur Boni YAYI a réaffirmé son engagement à rechercher sans relâche les approches de solutions idoines au problème de chômage qui frappe plus de la moitié de la jeunesse béninoise. Il a enfin exhorté la jeunesse de Porto-Novo et environs à tirer le meilleur profit de ce centre pour mettre en place des entreprises prospères et durables.

L'apiculture, une activité rentable et de préservation de la biodiversité

«J'ai planifié mon activité apicole de façon à procéder à la récolte de mon miel au mois de mai. Alors, j'ai eu cinq bidons de 25 litres soit 125 litres de miel récoltés. Grâce à l'appui de notre association, j'ai vendu toute la quantité récoltée à un client qui réside à Porto Novo. Ceci qui m'a permis de gagner la somme 187 500 FCFA pour financer mes activités de production végétale », raconte Kora, un agriculteur, apicole dans la commune de Bembèrèkè.

Kora B. est un agriculteur dans le village de Bouanri, commune de Bembèrèkè. Pour la campagne agricole 2012-2013, il a connu quelques problèmes budgétaires et n'a pas pu financer son activité agricole. « J'ai mené des démarches auprès de nombreuses institutions de microfinance et le délai accordé pour m'octroyer un crédit ne me permettait pas de tenir dans le calendrier agricole», affirme t-il.

Il s'est tourné vers l'apiculture, qui lui a permis non seulement de dégager des revenus pour ses activités agricoles ,mais aussi de faire face aux dépenses liées à la scolarisation de ses enfants.

Face à la pratique persistante de l'agriculture itinérante sur brulis dans les villages riverains de la forêt classée de Ouénou-Bérou (au détriment de sa biodiversité aussi bien végétale qu'animale), l'Association des Promoteurs Apicoles du Ouénou-Bénou (APAO) a entrepris d'améliorer la technique d'apiculture avec l'appui du Programme de Microfinancement du Fonds pour l'Environnement Mondial (PMF/ FEM) et du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

Six (06) groupements, soit environ 120 membres ont été accompagnés pour améliorer leur technique de production de miel, à travers un projet qui s'élève à environ 25 000 000 de FCFA financé à hauteur de 65% par le PMF/ FEM.

Kora est l'un des membres de l'APAO ayant bénéficié de l'appui du PMF. «J'ai planifié mon activité apicole de façon à procéder à la récolte de mon miel au mois de mai. Alors, j'ai eu cinq bidons de 25 litres soit 125 litres de miel récoltés. Grâce à l'appui de notre association, j'ai vendu toute la quantité récoltée à un client qui réside à Porto Novo. Ceci m'a permis de gagner la somme 187 500 FCFA pour financer mes activités de production végétale. », se réjouit-il.

Le perfectionnement des pratiques apicoles a permis d'améliorer significativement le niveau de vie des apiculteurs et de leurs familles y compris les femmes dans une proportion de 47% au niveau des groupements appuyés.

L'association APAO vient également d'ouvrir dans la commune de Bembérèkè, une boutique témoin de vente de miel et de produits dérivés.

Les résultats encourageants de l'expérience ont amené le PMF/FEM, le PNUD et la Mairie de Bembérèkè à décider de promouvoir l'apiculture pour le développement de l'économie locale, l'appui à l'emploi des jeunes que pour l'inversion de la dégradation des ressources ligneuses.

Initiative 1000 jours pour la réalisation des OMD : Un plan d'actions pour accélérer les progrès au Bénin

Atteindre les OMD d'ici 2015, c'est bien possible!

Les objectifs relatifs à la santé infantile et à l'accès à l'eau potable peuvent être atteints d'ici à 2015, si les efforts en cours sont maintenus.

Au Bénin, les progrès vers les cibles des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) sont lents et la plupart des objectifs ne seront pas atteints d'ici 2015, si des mesures idoines ne sont pas prises. Face à cette situation, le Système des Nations Unies, a invité le Gouvernement du Bénin à s'inscrire dans « l'Initiative 1000 jours pour la réalisation des OMD » et à redoubler ses efforts au cours du triennal 2013-2015, afin d'atteindre significativement les cibles des OMD encore à la traine.

Les objectifs relatifs à la santé infantile et à l'accès à l'eau potable peuvent être atteints d'ici 2015 si les efforts en cours sont maintenus. Au niveau national, le taux de mortalité infanto-juvénile (taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans) suit une tendance à la baisse : il est passé de 167 pour 1000 en 1996, à 125 pour 1000 en 2006 et 70 pour 1000, en 2011. Si le rythme d'évolution se maintient, la cible de 65 pour 1000 naissances vivantes pourra être atteinte en 2015.

L'accès à l'eau potable constitue le deuxième OMD pour lequel les tendances d'évolution au Bénin laissent penser que la cible pourra être atteinte en 2015. En effet, sur le plan national, la proportion de la population utilisant une source améliorée d'eau potable est passée de 50% en 1990 à 57,8% en 2001 pour s'établir à 63,6% en 2006 et 71,3% en 2012. Malgré cette évolution positive, on observe une forte disparité géographique et une inégalité d'accès aux infrastructures hydrauliques.

C'est donc pour consolider ces réussites et accélérer les progrès restant à réaliser au niveau des autres objectifs que le Gouvernement du Bénin a répondu à cette invitation du Système des Nations Unies à s'inscrire dans « l'Initiative 1000 jours pour la réalisation des OMD ». Pour ce faire, il a donc élaboré un Plan d'actions multisectoriel.

Ce Plan d'actions se présente sous la forme de matrices sectorielles/ thématiques de mesures permettant d'accélérer les progrès. Il est assorti d'une feuille de route qui va servir de guide à l'action publique d'ici à 2015 en vue d'accélérer les progrès vers les objectifs.

Au niveau méthodologique, l'élaboration du Plan d'actions a été réalisé en 5 étapes: (i) une brève analyse diagnostique de chaque secteur, (ii) l'identification et priorisation des interventions stratégiques requises pour atteindre les OMD ; (iii) l'identification et priorisation des goulots d'étranglement dans la mise en œuvre des interventions identifiées à l'étape précédente dans le secteur ; (iv) l'identification des solutions accélératrices de progrès ; (v) la planification de la mise en œuvre et le suivi-évaluation.

Le coût prévisionnel du Plan d'actions est estimé à 906,4 milliards FCFA sur la période 2013-2015. Le montant des intentions de financement ou de financement mobilisé (Budget National et PTFs) se chiffre à 676,6 milliards FCFA. Il se dégage ainsi un gap de financement de l'ordre de 229,8 milliards FCFA qu'il faudra mobiliser.

Pour plus d'informations, vous pouvez télécharger le document sur le lien : http://www.bj.undp.org/content/benin/fr/home/library/mdg/publication_1111.html

Une arrivée

Madame Odile Sorgho-Moulinier a officiellement pris fonction le 16 septembre 2013, en qualité de Représentante Résidente par intérim du bureau du PNUD au Bénin.

Madame Sorgho-Moulinier (Burkina- Faso) a une riche et dense expérience au sein des Nations Unies et plus particulièrement au PNUD. Elle a travaillé pendant 33 ans dans le système onusien, où elle commença sa carrière en 1975 à Genève au sein du Cabinet du Directeur de l'Institut International d'Etudes Sociales de l'OIT. Elle a rejoint le PNUD en 1978, où elle occupa progressivement de très hautes fonctions. Elle a été Directrice du Bureau du PNUD à Genève (1999 - 2006) et cumula durant une période intérimaire, les fonctions de Représentant Résident du PNUD et de Directeur du Bureau des Nations Unies auprès des Institutions de l'Union Européenne à Bruxelles. Madame Odile Sorgho-Moulinier a également été Coordonnateur Résident des activités opérationnelles du système des Nations Unies et Représentant Résident du PNUD à Dakar (1994-1999), Représentant Résident Adjoint du PNUD à Port-au-Prince - Haïti (1990-1994) et à Luanda en Angola (1988-1990) ; Chef de la section Afrique du Programme des Volontaires des Nations Unies à Genève en Suisse (1990-1991), fonctionnaire Chargé de projets régionaux, au Bureau Régional du PNUD pour

l'Afrique à New York (1978-1980).

Madame Sorgho-Moulinier est diplômée de l'Institut d'études politiques (Sciences-Po) de Paris et titulaire du Diplôme d'études supérieures de Droit Public, Option Relations Internationales (Université Paris I Panthéon – Sorbonne).

Elle est mariée et mère de deux enfants.

Equipe de rédaction

Directrice de publication
Odile Sorgho-Moulinier

Coordonnateur de la rédaction
Gilbert Poumangué

Concepteur graphique
Elsie Assogba

Rédacteurs
Elsie Assogba
Hermance Ekpodessi
Cossoba Nanako
Ibouraima Yankpe

Merci à Elisabeth Tossou, Michael Dossou-Yovo, Razaki Sanoussi, Christiane Nikobamye, qui ont contribué à ce numéro.

Lecteur-Correcteur
Constant Houndénou

Diffusion
Reine Oji

Crédits photos: PNUD Bénin

Lot III Zone résidentielle
01 BP 506 Cotonou
Tel: + 229 21 31 30 45 / 46
Fax: + 229 21 31 57 86
Email: registry.bj@undp.org
www.bj.undp.org

Un départ

A la tête du PNUD Bénin depuis pratiquement cinq (5) ans, Madame Nardos Békélé-Thomas a quitté Cotonou le 15 septembre 2013 pour Nairobi, où elle occupe désormais le poste de Coordonateur Résident du SNU et Représentant Résident du PNUD au Kenya.

De novembre 2008 à juin 2009, Mme Nardos Békélé-Thomas a, d'abord, occupé le poste de Chargée du Bureau avant d'être nommée Représentant Résident du PNUD et Coordonnateur des activités opérationnelles du Système des Nations Unies, fonction qu'elle a exercée de juin 2009 à septembre 2013.

En fin de mission au Bénin, elle a été élevée, le 13 septembre 2013, au rang de Commandeur de l'Ordre National de Mérite par le Gouvernement. Une distinction du Gouvernement en reconnaissance de son dévouement et de sa contribution à la conception et à la mise en œuvre de plusieurs programmes et projets de développement.

Le PNUD forge des partenariats à tous les niveaux de la société pour aider à construire des nations résilientes, afin de mener à bien une croissance, qui améliore la qualité de vie de chacun. Présents dans 177 pays et territoires, nous offrons une perspective mondiale et des connaissances locales au service des peuples et des nations.